COMPTE RENDU DE LA REUNION du 22 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-deux janvier à 20 Heures 30, le conseil municipal de Pujols sur Ciron, convoqué le 17 janvier 2018, s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. Dominique CLAVIER, maire.

Etaient présents :

M. l'adjoint : M. GUERRERO

Mmes et M. les conseillers : Mmes GERVASONI, LAMOTHE, NADEAU, PUCHAES, MM. MOTHEs, PARKER, THUAULT

Avait donné pouvoir : Mme MELIN à M. MOTHEs

Etaient absents : Mme DARMAILLACQ, MM. PAINEAU, PALLU, THUILLIEZ

ORDRE DU JOUR :

- compte rendu du conseil municipal du 18 décembre 2017
- délibération pour la DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) 2018
- délibération pour l'organisation des rythmes scolaires de la rentrée de septembre 2018
- délibération pour autoriser l'engagement, la liquidation et le mandatement de dépenses
- questions diverses

Document déjà envoyé par mail :

- *compte rendu du conseil municipal du 18 décembre 2017*

Est désignée secrétaire de séance : Mme NADEAU assistée de Mme LEY Florence.

Aucune remarque n'ayant été formulée sur le compte rendu du conseil municipal du 18 décembre 2017, il est signé par tous les membres présents.

1) délibération pour une demande de DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) 2018

- Le maire rappelle que la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) est une dotation financière d'État. Le Sous-Préfet gère une enveloppe globale sur sa circonscription et peut accorder aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre des subventions afin de financer leurs projets d'investissement.

Les dossiers de communautés de communes et ceux présentés par des communes regroupées sont privilégiés.

Chaque année, plusieurs dossiers de demande de DETR peuvent être déposés.

- Pour Pujols, il s'agit de mettre en conformité le foyer rural avec des toilettes pour personnes à mobilité réduite. Cette opération entre dans la liste des projets éligibles.

Le montant des travaux s'élève à 8 155 € H.T. augmenté des honoraires de maîtrise d'œuvre pour 800 € H.T. Ces honoraires ne doivent pas être intégrés dans la demande.

- A la question de M. PARKER, le maire répond que notre dossier sera traité dans un court délai.

DELIBERATION

Monsieur le maire expose au conseil municipal la nécessité d'équiper le foyer rural de sanitaires accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- de réaliser l'opération de
pour une enveloppe H.T. 8 155.00 € : 9 786 € T.T.C.

- d'adopter le plan de financement suivant :

- subvention D.E.T.R.	: 2 854.25 €
- autofinancement	: 6 931.75 €

- de mandater le Maire pour faire la demande de la D.E.T.R. auprès de l'Etat.

VOTE : unanimité

2) délibération pour l'organisation des rythmes scolaires de la rentrée de septembre 2018

La précédente réforme des rythmes scolaires (4,5 jours au lieu de 4 jours d'école) avait suscité de nombreux débats.

Pour cette rentrée de septembre, les communes ou les SIRP (Syndicat Intercommunal de Regroupement Pédagogique) avaient la possibilité de revenir sur les 4 jours.

Le SIRP de Bommes / Pujols n'avait pas fait ce choix pour plusieurs raisons :

- des enfants fréquentant les Centres de Loisirs Sans Hébergement, la coordination au niveau de la CDC était indispensable. Pour l'année scolaire 2017-2018, cette structure n'accueille pas les enfants le mercredi matin.
- le courrier de l'Académie reçu vers le 25 juin appelait une réponse pour le 7 juillet. Il n'était donc pas raisonnable de procéder précipitamment à une réorganisation du personnel.
- il avait été également convenu qu'une concertation aurait lieu avec les parents d'élèves, le personnel enseignant et les élus.

Les parents d'élèves se sont prononcés à 75-76 % pour un retour à la semaine des 4 jours, et les enseignants, 3 sur 5 sont pour ce retour.

Vu ces résultats, les élus de la commune de Bommes et ceux du comité syndical du SIRP ont récemment délibéré en faveur de ce retour.

M. PARKER interroge le maire sur les horaires des cours à la rentrée 2018. Le maire lui répond que le SIRP étant tributaire du SISS (Syndicat Intercommunal du Secteur Scolaire), les horaires seront seulement un peu allongés les après-midis.

A la question de Mme NADEAU, le maire précise que le personnel CDI travaillant le mercredi matin aura un nouvel emploi du temps. Pour ceux en CDD, ils seront éventuellement réaffectés si besoin.

Le maire rappelle qu'une réflexion sur les nouveaux horaires de la garderie (7h – 19h) est en cours.

Ces délibérations ainsi que celle du conseil municipal de Pujols sur Ciron seront transmises à l'inspecteur de l'Académie qui statuera.

DELIBERATION

Vu le décret 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire des écoles maternelles et élémentaires publiques,

Considérant que ce même décret permet au directeur académique des services de l'éducation nationale, sur proposition conjointe d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale et d'un ou plusieurs conseils d'école, d'autoriser des adaptations à l'organisation de la semaine scolaire ayant pour effet de répartir les heures d'enseignement hebdomadaires sur huit demi-journées réparties sur quatre jours,

Les membres du conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DECIDE que le retour à la semaine d'enseignement de 24 heures sur 4 jours sera remis en place à la rentrée 2018.

VOTE : unanimité

3) délibération autorisant la signature de la convention avec le SIRP pour l'équipement informatique de l'école de Pujols sur Ciron

Lors de la séance du conseil municipal du 16 mai 2017, il avait été évoqué pour l'école de Pujols un projet d'équipement numérique subventionné par l'Académie. Les élus avaient validé la démarche et demandé au maire de « monter » le dossier.

L'équipement consiste en une mallette comprenant 16 tablettes numériques (pour maître et élèves). Les élèves travailleront en groupe de 2 ou 3 et en réseau. Ce matériel restant dans l'enceinte de l'école pourra servir aux 3 classes.

Le montant de cet équipement est de 8 891,25 € H.T., 10 669,50 € T.T.C. (devis PSI)

Le SIRP peut bénéficier de :

- une subvention de l'Académie de 50 % plafonnée à 7 000 euros, soit 3 500 €
- une DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) de 35 % (8 891.25 € x 35 %), soit 3 111,94 €

Précision : le total des aides ne doit pas dépasser 50 % du total H.T.

Le FCTVA (remboursement de la TVA) s'élèvera à 1 750,22 € (10 669,50 x 16,404 %).

La somme restant à charge du SIRP sera de 2 307.34 € qui seront remboursés par la commune de Pujols. Pour cela, les élus doivent délibérer.

DELIBERATION

Monsieur le Maire présente à l'assemblée le devis de PSI d'un montant de 10 669,50 € T.T.C. relatif à l'équipement informatique de l'école de Pujols sur Ciron.

Le Conseil municipal, oui l'exposé du Maire et après en avoir délibéré,

- DECIDE d'accepter le remboursement par la Commune au SIRP (Syndicat Intercommunal de Regroupement Pédagogique), de cet équipement. Le montant s'élèvera au montant de la facture (= devis) minoré du FCTVA et des subventions relatifs à cet équipement que le SIRP devra percevoir.
- AUTORISE le Maire à signer la convention (ci-jointe) entre le SIRP de Bommès / Pujols sur Ciron et la Commune de Pujols.

VOTE : unanimité

4) délibération autorisant engagement, liquidation et mandatement de dépenses

Le budget 2018 n'étant pas voté, une délibération est nécessaire pour le renouvellement de la licence des logiciels informatiques (Horizon on-line), l'achat de 5 panneaux de dénomination de voie et la pose d'un luminaire près des containers de verre :

- Horizon on-line	2 139.20 € H.T.	2 567.04 € T.T.C.
- SERI	339.50 € H.T.	407.40 € T.T.C.
- luminaire	317.00 € H.T.	317.00 € T.T.C.

DELIBERATION

Vu l'art. L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu que le budget 2018 n'a pas encore été adopté,

le conseil municipal donne l'autorisation pour le renouvellement de la licence des logiciels informatiques (Horizon on-line), l'achat de 5 panneaux de dénomination de voie et la pose d'un luminaire près des containers de verre

et de mandater la dépense ci-dessous :

- au compte 2051-111 « concessions et droits similaires »
« informatique Horizon OnLine » pour 2 568.00 euros
- au compte 2152-124 « installations de voirie »
« dénomination postale » pour 408.00 euros

- au compte 204172-76 « subvention équipement versées à autres Ets publics locaux pour bâtiments et installations »
« éclairage public » pour 317.00 euros

La régularisation aura lieu avec le vote du budget 2018.

VOTE : unanimité

5) délibération autorisant la signature de la convention avec le SDIS pour les opérations de contrôle des points d'eau incendie publics

Le maire rappelle aux élus que la réforme de la Défense Extérieure Contre Incendie (DECI) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) est revenu sur sa décision de facturer aux communes le contrôle des hydrants. Il propose, pour l'année en cours, de revenir au statu quo et donc d'effectuer gratuitement les opérations de contrôle des Points d'Eau Incendie (PEI) : pression, débit....

Une négociation est engagée entre le SDIS et le Département pour faire évoluer les modalités de son financement.

Le maire craint une sérieuse augmentation de la participation financière pour le SDIS en 2019 (le calcul actuel est établi sur la base de la population de 2002).

Si les élus acceptent que le SDIS continue à effectuer les contrôles de nos PEI en 2018, une délibération est nécessaire.

DELIBERATION

Monsieur le Maire présente à l'assemblée la nouvelle réforme de la Défense Extérieure Contre Incendie (DECI) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Le Conseil municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir délibéré,

- DECIDE le maintien par le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des opérations de contrôle des Points d'Eau Incendie (PEI) publics de toute la commune.
- AUTORISE le Maire à signer la convention (ci-jointe) entre le SDIS et la Commune.

VOTE : unanimité

6) questions diverses

- populations légales au 1^{er} janvier :

Le maire présente le nouvel état de la population pujolaise :

	2018	2017	2016	2015
Population municipale	780	786	793	779
Population comptée à part	18	18	17	19
Population totale	798	804	810	798

- cession d'une partie de chemin rural à Menaut

Un rendez-vous sur site avec le maire, les propriétaires, Mmes LARRIEU et LEGLISE et le géomètre, M. BARBOT aura lieu le 24 janvier. Cela permettra de définir la surface à céder.

Séance levée à 21 h 15.

COMPTE RENDU DE LA REUNION du 19 mars 2018

L'an deux mille dix-huit et le dix-neuf mars à 20 Heures 30, le conseil municipal de Pujols sur Ciron, convoqué le 6 mars 2018, s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. Dominique CLAVIER, maire.

Etaient présents :

Mme et M. les adjoints : Mme DARMAILLACQ, M. GUERRERO

Mmes et M. les conseillers : Mmes GERVASONI, MELIN, MM. MOTHES, PARKER, THUAULT, THUILLIEZ

Avaient donné pouvoir : Mme NADEAU à M. GUERRERO

Mme PUCHAES à Mme DARMAILLACQ

Etait excusée : Mme LAMOTHE

Etaient absents : MM. PAINEAU, PALLU

ORDRE DU JOUR :

- compte rendu du conseil municipal du 22 janvier 2018
- délibérations de décisions modificatives de 2017
- compte administratif 2017
- compte de gestion 2017
- affectation du résultat 2017
- questions diverses

Document déjà envoyé par mail :

- compte rendu du conseil municipal du 18 décembre 2017

Est désignée secrétaire de séance : Mme DARMAILLACQ assistée de Mme LEY Florence.

Aucune remarque n'ayant été formulée sur le compte rendu du conseil municipal du 22 janvier 2018, il est signé par tous les membres présents.

1) Délibérations de décisions modificatives de 2017

Le maire fait part aux élus que la Sous-préfecture a demandé de présenter en conseil municipal deux délibérations de décisions modificatives concernant l'une l'intégration de l'excédent du CCAS et l'autre un virement de crédits pour 3 miroirs de sécurité et logiciels informatique. Ces modifications avaient été demandées par notre Trésorier.

a) **ANNULE et REMPLACE la délibération du 9 octobre 2017**

OBJET : intégration de l'excédent du CCAS au compte de la Commune

Le conseil municipal,

- après les explications de Monsieur le Maire
- vu la dissolution du CCAS le 31 décembre 2015 actée par la délibération de la commune en date du 7 décembre 2015
- vu le transfert du résultat sur la Commune d'un montant de 4 259,22 euros
- vu la clôture du budget du CCAS attestée par le compte de gestion de dissolution

ACCEPTE

la décision modificative intégrant cet excédent, soit 4 259,22 euros au compte 002 « excédents antérieurs reportés » et le crédit supplémentaire sur l'opération « accessibilités handicapées » :

: 2135 – 128 (accessibilités handicapés)	: + 4 259.22 €
: 002 (résultat de fonctionnement)	: + 4 259.22 €

: D 023 (virement à la section d'investissement)	:	4 259,22 €
: R 021 (virement de la section fonctionnement)	:	4 259,22 €

virement de crédits n°3 / 2017

VOTE : unanimité

b) ANNULE et REMPLACE la délibération du 20 novembre 2017

OBJET : virement de crédits pour 3 miroirs de sécurité et logiciels informatique

Vu la nécessité d'acheter trois miroirs de sécurité et de régler les logiciels informatique, et les crédits étant insuffisants pour ces investissements,

le Conseil Municipal,

ACCEPTE le virement de crédits :

: 2188 – 133 (3 miroirs sécurité)	:	+	1 080 €
: 2051 – 111 (informatique – Horizon on line)	:	+	2 600 €
: 615221 (entretien et réparations de bâtiments publics):	:	-	3 680 €
: D 023 (virement à la section d'investissement)	:	:	3 680 €
: R 021 (virement de la section fonctionnement)	:	:	3 680 €

virement de crédits n°5 / 2017

VOTE : unanimité

2) Compte administratif 2017

Le maire donne la parole à M. Michel GUERRERO, maire-adjoint afin qu'il présente le Compte Administratif 2017.

M. GUERRERO désigné président, détaille les comptes des dépenses et recettes des sections fonctionnement et investissement.

Le maire ne participe pas au vote.

DELIBERATION

Le conseil municipal, réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Michel GUERRERO, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2017 dressé par M. Dominique CLAVIER, maire, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

- Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif,
- Constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relative au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- Reconnaît la sincérité des restes à réaliser,
- Arrête les résultats définitifs,
- Adopte le Compte Administratif 2017.

VOTE : unanimité

3) Compte de gestion 2017

Le maire reprend la présidence.

Il explique que le compte de gestion est tenu par le trésorier, M. MAXIMILIEN et que ce compte présente les mêmes sommes que le compte administratif.

DELIBERATION

Le conseil municipal,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2017 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par les receveurs accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2017 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'ils ont procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il leur a été prescrit de passer dans leurs écritures ;

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2017, par les receveurs, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

VOTE : unanimité

4) Affectation du résultat 2017

DELIBERATION

Après avoir entendu et approuvé le Compte Administratif 2017,
Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2017,
Constatant que le Compte Administratif fait apparaître :

Résultat de fonctionnement :

Résultat de l'exercice	22 460.99	excédent
Résultat du CCAS	4 259.22	excédent
Résultat reporté de l'exercice antérieur	328 994.16	excédent
	<hr/>	
Résultat de clôture à affecter	355 714.37	excédent

Besoin réel de financement de la section d'investissement :

Résultat de la section d'investissement de l'exercice	+ 33 454.44	excédent
Résultat reporté de l'exercice antérieur	- 14 345.82	déficit
	<hr/>	
Résultat comptable cumulé	+ 19 108.62	excédent

Affectation du résultat de la section de fonctionnement :

Dépenses d'investissement engagées non mandatées 15 976.00

Recettes d'investissement à percevoir

Excédent réel de financement 3 132.62

Décide d'affecter à l'unanimité des membres présents ou représentés, le résultat 2017 de la façon suivante.

- en excédent reporté à la section de fonctionnement 355 714.37

SECTION DE FONCTIONNEMENT		SECTION D'INVESTISSEMENT	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
D002: déficit reporté	R002: excédent reporté	D001: solde exécution N-1	R001 : solde exécution N-1
	355 714.37 €		19 108.62 €

VOTE : unanimité

5) Questions diverses

- Le maire informe les élus que la famille LEMAN a déposé un pourvoi en cassation.

- Mme DARMAILLACQ signale que le mobilier (tables et chaises) du foyer rural a été renouvelé. L'ancien mobilier sera affecté à l'espace Pierre COILLOT.
- M. MOTHEs demande si l'idée de l'invitation à une cérémonie pour les nouveaux propriétaires pujolais est maintenue. Le maire demande que les personnes ayant obtenu leur permis de construire mais n'étant pas encore installées soient aussi invitées. Les élus conviennent que cette réunion se fera début octobre.
- M. PARKER fait part aux élus d'un repas de quartier à Mareuil le 9 juin. M. MOTHEs doit confirmer à M. PARKER qu'à cette date le matériel (tables et chaises) soit disponible. Ce repas sera annoncé sur le panneau d'information.
- M. THUILLIEZ regrette que des banderoles soient apposées en bordure de route alors que le panneau électronique permet d'annoncer les manifestations. Les élus acceptent cette information « sauvage » à condition qu'elle soit retirée 2 ou 3 jours après la fête.
- Le maire rappelle aux élus que deux réunions sont prévues :
 - commission des finances : mercredi 21 mars à 14h30
 - conseil municipal : lundi 26 mars à 20h30.

Séance levée à 21h40

COMPTE RENDU DE LA REUNION du 26 mars 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-six mars à 20 Heures 30, le conseil municipal de Pujols sur Ciron, convoqué le 20 mars 2018, s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. Dominique CLAVIER, maire.

Etaient présents :

Mme et M. les adjoints : Mme DARMAILLACQ, M. GUERRERO

Mmes et M. les conseillers : Mmes GERVASONI, LAMOTHE, MELIN, NADEAU, MM. MOTHEs, PARKER, THUAULT, THUILLIEZ

Avait donné pouvoir : Mme PUCHAES à Mme DARMAILLACQ

Etaient absents : MM. PAINEAU, PALLU

ORDRE DU JOUR :

- compte rendu du conseil municipal du 19 mars 2018
- étude de la subvention 2018 pour le Comité des fêtes
- délibération pour les taux des 3 taxes directes locales
- vote du budget 2018
- questions diverses

Documents envoyés par mail :

- *compte rendu du conseil municipal du 19 mars 2018*

- *budget 2018 (adressé après réunion commission « finances » du mercredi 21 mars)*

Est désignée secrétaire de séance : Mme DARMAILLACQ assistée de Mme LEY Florence.

Aucune remarque n'ayant été formulée sur le compte rendu du conseil municipal du 19 mars 2018, il est signé par tous les membres présents.

1) répartition de droit commun des sièges du conseil communautaire de l'EPCI issu de l'extension de périmètre

Suite à l'intégration des communes de Cardan et d'Escoussans au 1^{er} janvier 2018, il est nécessaire de modifier le nombre de sièges de conseiller communautaire. Pour la répartition de ces conseillers, 2 possibilités existent : droit commun ou accord local (régime dérogatoire). Par mail, la CDC nous a indiqué que dans notre cas de figure seul le régime de droit commun était applicable. Pour Pujols sur Ciron, cela n'a aucune incidence. Nous gardons 1 titulaire et 1 suppléant.

DELIBERATION

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-6-1, L.5211-6-2, R.5211-1-1 et R.5211-1-2 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2017 portant « Extension de périmètre de la Communauté de communes de Podensac, des Coteaux de Garonne et de Lestiac-sur-Garonne, Paillet, Rions : adhésion des communes de Cardan et d'Escoussans » ;

Le Maire rappelle au conseil municipal que la composition de la communauté issue de l'extension sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire de la communauté issue de la fusion sont établis :

- soit conformément au droit commun ;

- soit par le biais d'un accord local permettant de répartir au maximum 25% de sièges supplémentaires par rapport à la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne

basée sur le tableau de l'article L.5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :

- être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune
- chaque commune devra disposer d'au moins un siège
- aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges
- la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle.

Considérant qu'au regard de ces modalités de calcul aucun accord local n'est possible, la composition du Conseil Communautaire s'établit conformément au droit commun selon lequel les sièges sont répartis entre les communes membres à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne avec deux limites :

- chaque commune doit avoir au minimum un délégué ;
- aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges.

Le nombre de sièges de conseiller communautaire se détermine de la manière suivante :

Sièges initiaux en fonction de la population municipale 2018 de l'EPCI	34
Sièges de droit pour les communes n'ayant pas obtenu de sièges initiaux	9
Total	43

Sur la base du droit commun, le Conseil Communautaire est composé de 43 conseillers communautaires répartis de la façon suivante :

COMMUNES	Population Municipale 2018	Nombre de sièges Titulaires	Nombre de sièges Suppléants
PODENSAC	3 168	4	0
CADILLAC	2 761	3	0
PORTETS	2 650	3	0
LANDIRAS	2 274	3	0
PREIGNAC	2 161	3	0
CERONS	2 096	3	0
BARSAC	2 055	2	0
RIONS	1 570	2	0
ILLATS	1 396	2	0
PAILLET	1 221	1	1
ARBANATS	1 186	1	1
BEGUEY	1 173	1	1
LOUPIAC	1 132	1	1
VIRELADE	1 045	1	1
SAINTE-CROIX-DU-MONT	900	1	1
PUJOLS-SUR-CIRON	780	1	1
BUDOS	775	1	1
SAINT-MICHEL-DE-RIEUFRET	702	1	1
LESTIAC-SUR-GARONNE	578	1	1
CARDAN	491	1	1
GUILLOS	442	1	1
GABARNAC	356	1	1
ESCOUSSANS	322	1	1
OMET	296	1	1
MONPRIMBLANC	290	1	1
LAROQUE	285	1	1
DONZAC	122	1	1
TOTAL	32 227	43	18

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir fixer, en application de l'article L.5211-6-1 II à IV du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la Communauté de communes Convergence Garonne

LE CONSEIL, APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE de retenir la répartition de droit commun pour la composition du Conseil Communautaire de l'EPCI issu de l'extension du périmètre de la Communauté de communes Convergence Garonne aux communes de Cardan et d'Escoussans, soit un nombre de sièges total de conseillers communautaires titulaires égal à 43, répartis selon le tableau précédemment présenté ;

MANDATE Monsieur le Maire, ou son représentant, pour transmettre à Monsieur le Président de la CDC Convergence Garonne, la présente délibération dès qu'elle sera exécutoire ;

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

VOTE : unanimité

2) vote du taux des 3 taxes directes locales

La dernière augmentation des taux des taxes date de 2007.

Les élus s'étaient engagés à ne pas augmenter les taux qui sont actuellement de : 12,90 % pour la TH ; 19,70 % pour la TFB ; 38,44 % pour le TFNB.

En 2017, Pujols avait perçu 202 255 € pour ces 3 taxes.

Le maire signale qu'au niveau national la fiscalité va évoluer. L'Etat supprimant l'imposition de la taxe d'habitation pour une partie de la population doit compenser pour les communes, l'intégralité de la perte générée par cette suppression. C'est un régime transitoire de 2-3 ans.

DELIBERATION

Le conseil municipal décide de ne pas augmenter le taux des trois taxes directes.

Pour l'année 2018, les taux sont votés ainsi :

- TH 12,90 % (base 787 100, produit 101 536)
- TFB 19,70 % (base 476 700, produit 93 910)
- TFNB 38,44 % (base 32 000, produit 12 301)

- Le produit attendu sera de 207 747 euros.

VOTE : unanimité

3) budget 2018

Le maire informe les élus que la commune n'a pas encore eu connaissance des dotations de l'Etat.

Après avoir énuméré tous les articles du fonctionnement, il donne le détail de la partition pour le SIRP : dotation générale 160 000 €, remboursement des emprunts 18 200 € et équipement numérique 2 308 €.

A la demande de M. GUERRERO, M. THUAULT répond que les élus recevront par mail le budget de ce syndicat.

Le maire cite les investissements dont les plus importants sont : reprise des concessions au cimetière 10 000 €, tables et chaises pour le foyer rural 10 485 €, une borne incendie 5 000 € (route de l'Arc), la cession de licences pour les logiciels administratifs 2 568 €, une porte anti-panique au foyer rural pour 1 700 €.

Mme DARMAILLACQ fait part aux élus qu'elle est en attente d'un autre devis pour la reprise des concessions. Vu l'importance de cette opération, son montant sera certainement réparti sur deux années budgétaires.

DELIBERATION

Après explication des différents chapitres de la section fonctionnement et des différents programmes de la section d'investissement, le Conseil Municipal vote l'adoption du budget 2018.

Le budget 2018 se résume ainsi :

Section Fonctionnement : 830 528.37 euros
Section Investissement : 81 996.50 euros

VOTE : unanimité

4) attribution d'une subvention au Comité des fêtes

Seule la demande du « Comité des fêtes » est examinée.

Les 2 autres « Club Loisirs, Détente, Amitié » et « Club informatique » reçues tardivement seront étudiées lors du prochain conseil municipal.

M. MOTHEs va contacter à nouveau les associations qui n'ont pas encore déposé leur dossier en leur imposant une date butoir.

Le Comité des fêtes a inscrit sur son budget prévisionnel une subvention communale de 1 800 €. L'an dernier, ce comité avait perçu 1 500 €. Il est souligné qu'il faut ajouter à la subvention, l'aide apportée par l'agent communal, la location de la benne et des feux, le gardiennage pour la fête.

Il est demandé à la secrétaire de mairie de lister toutes les aides relatives aux différentes associations.

DELIBERATION

Vu la demande présentée par le Président du Comité des fêtes, le conseil municipal décide de verser à cette association une subvention de 1 500 euros.

Cette aide sera imputée sur l'article 6574.

VOTE : unanimité

5) questions diverses

- La cérémonie pour les nouveaux Pujolais aura lieu le 6 octobre 2018. M. MOTHEs est chargé de préparer les invitations qui devront être distribuées les 1^{ers} jours de septembre.

- A la question de M. THULLIEZ, il est répondu que la Poste était en grève toute la semaine. Seuls les colis, les recommandés et les lettres suivies peuvent être récupérés au centre de tri de Fargues.

- M. GUERRERO informe les élus que l'ARS (Agence Régionale de Santé) a produit son rapport annuel 2017 sur les contrôles sanitaires des eaux destinées à la consommation humaine (18 analyses bactériologiques, 24 analyses physico-chimiques). Les résultats sont conformes aux exigences réglementaires de qualité (100% des échantillons sont conformes aux normes, pas de pesticide...). L'eau distribuée est par ailleurs classée « peu calcaire ». Les administrés recevront ce résultat avec leur prochaine facture d'eau.

- M. GUERRERO fait part aux élus que SUEZ communique par téléphone aux abonnés des informations relatives à des événements exceptionnels pouvant affecter le réseau d'eau (rupture de conduite importante, alerte à la pollution...).

Exemple : de gros travaux sont prévus avec une grosse coupure de réseau d'eau (beaucoup de clients impactés), SUEZ lance un Gédicom ciblé sur les clients concernés. Les clients sont contactés par un serveur qui les informe des événements à venir ou en cours aux heures des repas et avant 20:00 heures. A réception du message (sur téléphone fixe ou portable) le client, valide le fait qu'il a bien reçu le message, en tapant sur une touche du clavier.

Les administrés ont la possibilité de donner à SUEZ leurs numéros de téléphone fixe et de portable pour recevoir les informations plus rapidement.

SUEZ dispose de la plupart des numéros fixes des abonnés. Les abonnés n'ayant pas communiqué leur numéro de téléphone fixe et les abonnés qui souhaitent recevoir les informations sur leur portable peuvent se rendre sur le site « Toutsurmoneau » pour porter leur numéro de téléphone de leur choix.

L'inscription d'un abonné sur le site « Toutsurmoneau » se fait très simplement avec votre numéro de client et votre identifiant inscrits sur vos factures.

Pour les occurrences locales de quartier, SUEZ fait déposer par ses services un message écrit dans les boîtes aux lettres des abonnés concernés.

Séance levée à 22h20.

COMPTE RENDU DE LA REUNION du 7 mai 2018

L'an deux mille dix-huit et le sept mai à 20 Heures 30, le conseil municipal de Pujols sur Ciron, convoqué le 26 avril 2018, s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. Dominique CLAVIER, maire.

Etaient présents :

Mme l'adjointe : Mme DARMAILLACQ,

Mmes et M. les conseillers : Mmes GERVASONI, LAMOTHE, MELIN, NADEAU, PUCHAES, MM. MOTHES, PARKER, THUAULT

Etaient excusés : MM. GUERRERO, THUILLIEZ

Etaient absents : MM. PAINEAU, PALLU

ORDRE DU JOUR :

- compte rendu du conseil municipal du 26 mars 2018
- information concernant la composition du conseil communautaire
- information sur le réseau routier communal transféré à la CDC
- délibération portant sur l'adhésion à la convention de prestations de services pour l'accompagnement à l'efficacité énergétique du patrimoine proposée par le Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde (SDEEG)
- délibération pour le FDAEC
- étude des subventions 2018 pour les associations
- point sur affaire CAPELEAU/LEMAN
- questions diverses

Document déjà envoyé par mail :

- compte rendu du conseil municipal du 26 mars 2018

Est désignée secrétaire de séance : Mme DARMAILLACQ assistée de Mme LEY Florence.

Aucune remarque n'ayant été formulée sur le compte rendu du conseil municipal du 26 mars 2018, il est signé par tous les membres présents.

1) information concernant la composition du conseil communautaire

Vu l'adhésion à compter du 1^{er} janvier 2018, de 2 nouvelles communes (Cardan et Escoussans) à la CDC Convergence Garonne, la composition du conseil communautaire a été revue selon la règle du droit commun.

Le conseil compte désormais 43 conseillers. Toutes les communes ont au moins un conseiller communautaire. Il convient de préciser que sur 27 communes, 18 en ont qu'un seul.

Par rapport au conseil précédent, Barsac et Cadillac ont un conseiller en moins et Illats, un en plus. Pour Pujols, aucun changement : le maire est conseiller communautaire et M. GUERRERO, conseiller suppléant.

2) information sur le réseau routier communal transféré à la CDC

Un courrier anonyme avec à l'intérieur une coupure de journal : « Petites routes : pourquoi tant de trous ? » a été déposé dans la boîte aux lettres de la mairie. Bien que Pujols ne soit pas spécialement visé par cet article, le maire précise que 97 % du réseau routier ont été transférés à la CDC. Pujols est tributaire des décisions de cette structure. Pour des raisons budgétaires, la CDC n'a pas réalisé d'investissement sur les réseaux routiers depuis 2 ans.

Une réflexion est actuellement menée à la CDC quant à l'évolution de cette compétence.

Il est possible que la CDC limite son intervention aux voiries d'intérêt intercommunal qu'il conviendra de définir. La décision sera prise avant la fin de l'année.

A la question de Mme MELIN, le maire répond que tous les ans, une campagne de « point à temps » (émulsion de bitume et de gravillons) est réalisée pour résorber les « nids de poule ».

3) délibération portant sur l'adhésion à la convention de prestations de services pour l'accompagnement à l'efficacité énergétique du patrimoine proposée par le Département d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG)

L'adhésion à la convention de prestations de services pour l'accompagnement à l'efficacité énergétique arrive à échéance le 20 août prochain. Cette adhésion est gratuite.

Pour rappel, cette convention vise à accompagner notre collectivité dans sa réflexion sur l'optimisation énergétique de son patrimoine à travers, notamment, une simplification d'accès à des prestations de services en matière de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables. A cela s'ajoute l'expertise, les conseils et le suivi personnalisé des techniciens Energie du SDEEG pour nous aider vers les solutions ou les outils énergétiques les plus adaptés en fonction de vos caractéristiques patrimoniales et environnementales.

DELIBERATION

Vu l'article L5212-16 du Code général des collectivités territoriales relatif aux syndicats à la carte,
Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) modifiés par arrêté préfectoral en date du 22 août 2006,

Vu le Code de l'énergie

Vu la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 présentant un caractère d'intérêt général pour la protection de l'environnement par l'obligation pesant sur les collectivités d'une meilleure connaissance de leurs performances énergétiques et d'entreprendre des travaux d'amélioration.

Considérant l'enjeu que représentent aujourd'hui l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, le SDEEG souhaite encourager et soutenir ses communes adhérentes dans la mise en œuvre d'une politique de bonne gestion énergétique.

Pour ce faire, le SDEEG a conclu, après procédure de mise en concurrence réglementaire, un ensemble de marchés de prestations de services avec des sociétés apportant les réponses nécessaires à améliorer efficacement la gestion du patrimoine au sens du développement durable.

Ainsi les outils mis à disposition de la Commune, au travers de cette convention, pourront porter notamment sur :

- les audits énergétiques bâtiments et éclairage public
- les études de faisabilité
- l'assistance à maîtrise d'ouvrage
- le suivi énergétique et patrimonial

L'adhésion à la convention est gratuite pour la commune et lui permet immédiatement de valoriser financièrement certains de ces travaux d'économies d'énergie grâce au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE).

Au moment de la survenance du besoin, la commune sollicitera la ou les prestation(s) auprès du SDEEG qui chiffrera le coût de la ou des mission(s) au vu des conditions financières annexées à la convention et cadrées par les divers marchés conclus. Si le SDEEG bénéficie d'un programme d'aide (ADEME, REGION, CEE...) pour le ou les prestation(s) commandée(s), la commune en sera informée et une minoration du coût chiffré sera directement appliquée à la facturation.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire de la commune de Pujols sur Ciron, justifiant l'intérêt d'adhérer aux prestations de services pour l'accompagnement à l'efficacité énergétique du patrimoine proposée par le SDEEG selon les modalités décrites dans la convention et ses annexes, telles qu'approuvées par délibération du Comité syndical du SDEEG en date du 16 décembre 2011, du 14 décembre 2012 et du 27 juin 2013,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'adhérer aux prestations de services du SDEEG à partir du 21 août 2018 pour une durée minimale de 5 (cinq) ans pouvant se prolonger concomitamment avec l'existence du dispositif des CEE et donne pouvoir à Monsieur le Maire pour la signature de la convention d'adhésion.

VOTE : unanimité

4) délibération pour le Fonds Départemental d'Aide à l'Equipeement des Communes (FDAEC) 2018

Le maire rappelle que le FDAEC (Fonds Départemental d'Aide à l'Equipeement des Communes) est une subvention annuelle du Conseil Départemental destinée aux projets qui ne reçoivent pas d'autre aide de cette collectivité. 12 469 € (12 095 € pour 2017) nous sont alloués pour 2018.

Le maire propose d'affecter cette somme au foyer rural (achat de tables et de chaises, aménagement de sanitaires accessibles aux personnes à mobilité réduite, installation d'une porte anti-panique).

DELIBERATION

Monsieur le Maire fait part à ses collègues des modalités d'attribution du Fonds Départemental d'Aide à l'Equipeement des Communes (FDAEC) votées par le Conseil Général dans le cadre du vote du budget 2018.

La somme qui nous est attribuée est 12 469 euros.

Après avoir écouté les explications de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide :

- de réaliser en 2018, les opérations suivantes pour le foyer rural :

	H.T.	T.T.C.
- achat de tables et chaises	8 736.89	10 484.27
- aménagement de sanitaires accessibles aux personnes à mobilité réduite	8 155.00	9 786.00
- installation d'une porte anti-panique	1 408.99	1 690.79
TOTAL	18 300.88	21 961.06

- de demander une aide financière :

- FDAEC	12 469.00
- DETR	2 854.25

- d'assurer le financement de la façon suivante :

- autofinancement (égal ou supérieur à 20 % du coût H.T. de l'opération)	6 637.81
--	----------

VOTE : unanimité

5) étude des subventions 2018 pour les associations : Association propriétaires et chasseurs, Club informatique, Club Loisirs Détente Amitié, Comité de jumelages et d'animations, Les Amis de l'Arec, Amicale des Sapeurs-Pompiers du Sud Gironde, Secours Populaire Français,

M. MOTHEs présente les différents dossiers à l'ordre du jour :

ASSOCIATIONS	versements 2017	demandes 2018	vote	observations
INFORMATIQUE	1 500.00	1 500.00		dossier incomplet : à revoir lors d'un prochain conseil
CHASSEURS	500.00	500.00	500.00	de nouveaux futurs projets (construction de cages pour des pré-lâchers de faisans, rénovation du site du ball-trap)
JUMELAGES	1 000.00	1 000.00	1 000.00	
Amicale des SAPEURS-POMPIERS		dossier déposé	0.00	dernière subvention attribuée en 2015. Le conseil ne donne pas suite à la demande.
Les Amis de l'Arec	300.00	300.00	300.00	projet d'achat d'un broyeur plus puissant, aide aux personnes pour le transport des déchets
DETENTE LOISIRS AMITIE	900.00	1 000.00		dossier incomplet : à revoir lors d'un prochain conseil
SECOURS POP. FRANCAIS		dossier déposé	0.00	subvention exceptionnelle versée en 2015 suite à une animation ayant eu lieu sur la commune. Le conseil ne donne pas suite la demande, mais sur proposition de Mme DARMAILLACS, le conseil attribue une subvention à la Croix Rouge Française, association qui aide certains de nos administrés.

DELIBERATION

Le conseil municipal,

Après délibéré DECIDE de verser le montant suivant aux associations :

ASSOCIATIONS	Attributions 2018
Association des propriétaires et chasseurs Pujolais	500.00
Comité de jumelages et d'animations	1 000.00
Les Amis de l'Arec	300.00
La Croix Rouge Française	250.00
TOTAUX	2 050.00

Cette aide sera imputée sur l'article 6574.

VOTE : unanimité

6) point sur affaire CAPELEAU/LEMAN

La famille LEMAN ayant déposé un pourvoi en cassation, la commune doit prendre un avocat à la Cour de Cassation.

Le maire a rencontré, à Paris, l'avocat qui défendra les intérêts de la commune devant cette Cour.

Notre avocat a déposé son mémoire. Vraisemblablement l'affaire sera plaidée en fin d'année 2018.

Les honoraires de cet avocat s'élèvent à 6 000 euros TTC. Notre assurance prend à sa charge 2 000 euros.

7) questions diverses

- jury d'Assises

Depuis plusieurs années, Pujols est associé à Barsac pour le tirage au sort des membres de la liste préparatoire de la liste annuelle du Jury Criminel. Lors d'une séance du conseil municipal de Barsac, le tirage a désigné : Mme Evelyne VERGE, M. Alain GERVASONI et M. Claude PASDOIS.

- démoustication

Mme GERVASONI demande si la démoustication est réalisée comme les autres années.

Le maire répond qu'un arrêté préfectoral détermine les zones de lutte contre les moustiques (Pujols est inclus dans ce périmètre), les produits pouvant être utilisés et les procédés d'utilisation.

La commune adhère à Etablissement Interdépartemental de Démoustication qui mène les opérations sur le terrain. Pour 2017, notre participation financière s'est élevée à 3 046 euros.

Mme DARMAILLACQ fera paraître un article relatif à ce point sur le prochain bulletin municipal.

- repas de quartier

M. PARKER signale aux élus que la date du repas de quartier de Mareuil (auberge espagnole) est fixée le 16 juin.

L'information de ce repas sera inscrite sur le panneau d'information lumineux et des invitations seront distribuées dans les boîtes aux lettres des administrés concernés.

- sinistre sur maison

Suite à un sinistre causé sur une maison par un poids lourd effectuant une marche arrière route de Ripaille, Mme MELIN demande s'il ne serait pas souhaitable d'interdire cette voie aux poids lourds.

Le maire répond qu'on ne peut pas vraiment interdire le passage ne serait-ce que pour le ramassage des ordures, cependant il demandera à la CDC d'apposer un panneau : « interdit aux poids lourds sauf dessertes locales ».

Séance levée à 21h45.

COMPTE RENDU DE LA REUNION du 18 juin 2018

L'an deux mille dix-huit et le dix-huit juin à 20 Heures 30, le conseil municipal de Pujols sur Ciron, convoqué le 12 juin 2018, s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. Dominique CLAVIER, maire.

Etaient présents :

Mme et M. les adjoints : Mme DARMAILLACQ, M. GUERRERO

Mmes et M. les conseillers : Mmes GERVASONI, MELIN, NADEAU, PUCHAES, MM. MOTHEs, PARKER, THUAULT, THUILLIEZ

Etait excusée : Mme LAMOTHE,

Etaient absents : MM. PAINEAU, PALLU

ORDRE DU JOUR :

- compte rendu du conseil municipal du 7 mai 2018
- délibération pour la reprise des concessions à l'état d'abandon dans le cimetière
- délibération pour la dénomination de la voie « rue de Diane »
- délibération pour le renouvellement de la Convention Instruction du Droit des Sols
- délibération pour la préemption de la parcelle B 871p (contiguë au city-stade)
- étude des subventions 2018 pour les associations : Club informatique, Club Loisirs Détente Amitié
- aliénation d'une partie du chemin rural à Menaut
- questions diverses

Document déjà envoyé par mail :

- compte rendu du conseil municipal du 7 mai 2018

Est désignée secrétaire de séance : Mme DARMAILLACQ assistée de Mme LEY Florence.

Aucune remarque n'ayant été formulée sur le compte rendu du conseil municipal du 7 mai 2018, il est signé par tous les membres présents.

1) délibération pour la reprise des concessions à l'état d'abandon dans le cimetière

La procédure de reprise a commencé le 24 juillet 2014.

Elle a été initiée pour une bonne gestion de l'espace, 31 concessions étant à reprendre.

La commune a fait le maximum pour retrouver les propriétaires ou héritiers des concessions en état d'abandon.

Un arrêté suivra la délibération ci-dessous. Il restera affiché à la mairie et au cimetière pendant 30 jours.

Passé ce délai, le maire pourra faire procéder à l'exhumation des restes des personnes inhumées pour chaque concession reprise.

DELIBERATION

- La commune a engagé, il y a maintenant plus de 3 ans, une procédure de reprise des concessions à l'état d'abandon dans le cimetière communal conformément aux articles L.2223-17 et 18 ainsi qu'aux articles R.2223-12 à 23 du Code général des collectivités territoriales afin que ce lieu retrouve un aspect fonctionnel, décent, à la hauteur de la mémoire de ceux qui y reposent,

Vu les procès-verbaux de constat de l'état d'abandon des concessions, dressés sur site, les 24 juillet 2014 et 19 mars 2018,

- Vu la liste des concessions définitivement constatées en état d'abandon,

- Considérant que lesdites concessions ont notoirement plus de trente ans d'existence et que la dernière inhumation a plus de dix ans,

- Considérant que cette situation décèle une violation des engagements pris par les concessionnaires et/ou leurs ayants droit de maintenir la sépulture en bon état d'entretien et de solidité,

Le conseil municipal ayant délibéré, après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire, décide :

- Article 1^{er} : de prononcer la reprise des concessions définitivement constatées à l'état d'abandon indiquées sur la liste en annexe ci-jointe,

- Article 2 : d'autoriser le Maire à prendre un arrêté municipal de reprise des terrains affectés aux concessions listées à l'article 1^{er}.

- Article 3 : plus aucune inhumation ne pourra avoir lieu dans les concessions reprises à compter de la présente délibération.

- Article 4 : les terrains repris, une fois libérés de tout corps, seront réattribués par la commune pour de nouvelles sépultures ou feront l'objet d'un réaménagement.

- Article 5 : la présente délibération est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication. Elle sera portée à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la mairie et au cimetière pendant un mois, transmis à la Sous-préfecture de Langon.

- Article 6 : le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

VOTE : unanimité

2) délibération pour la dénomination des voies « rue de Diane » et « Clos de Jeannot »

L'administration fiscale a demandé une délibération pour officialiser la création de voies nouvelles et leur dénomination.

DELIBERATION

Les lotissements de Diane 1 et Diane 2 comportant 34 lots, lotissements situés sur le cadastre à « Le Bourg », sont desservis par la voie « rue de Diane »

Le lotissement Clos de Jeannot comportant 7 lots, lotissement situé sur le cadastre à « Le Bourg » est desservi par la voie « Clos de Jeannot ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, approuve la création et la proposition de dénominations de ces voies.

VOTE : unanimité

3) délibération pour le renouvellement de la Convention Instruction du Droit des Sols

Jusqu'au 1^{er} juillet 2015, la DDTM assurait à titre gratuit l'instruction des documents d'urbanisme. A cette date, elle a arrêté cette prestation.

La commune avait alors confié cette instruction au Syndicat Départemental d'Energie Electrique Générale (SDEEG) moyennant une rétribution.

La convention relative à l'instruction des demandes concernant l'instruction du Droit des Sols par le SDEEG arrivant à échéance, il est nécessaire de délibérer pour son renouvellement.

DELIBERATION

Le conseil municipal,
Après délibéré ACCEPTE le renouvellement de la convention d'instruction du droit des sols
par le Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde.
La convention est jointe à la présente délibération.

VOTE : unanimité

4) délibération pour la préemption de la parcelle B 871p

Mme Janine TAUZIN a adressé, par courrier, une offre de vente au profit de la commune.
Il s'agit de la parcelle B n° 871p d'une contenance de 2 487 m² sis au Bourg.
Ce terrain était classé en « emplacement réservé » dans notre PLU.
Vu le prix de vente, 42 300 €, et la situation de ce bien, les élus sont unanimes pour
l'acquérir.

DELIBERATION

Vu la proposition de Mme TAUZIN Janine, propriétaire de l'immeuble B n°871p
Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) classant la partie B n°871p en emplacement réservé,
P.L.U. élaboré en date du 17 décembre 2007
Le conseil municipal, après en avoir délibéré,
DECIDE d'acquérir l'immeuble cadastré B n°871p pour un montant de quarante-deux mille
trois cents euros (42 300 €), somme qui sera augmentée des frais notariaux
et
CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes les démarches nécessaires pour cette
acquisition.

VOTE : unanimité

Vu la décision d'acquérir l'immeuble cadastré B n°871p,
le Conseil Municipal,

ACCEPTE l'ouverture de crédits :

: 2111 - 135 (parcelle B 871p)	: + 55 000 €
: 615221 (entretien et réparations de bâtiments publics)	: - 55 000 €
: D 023 (virement à la section d'investissement)	: 55 000 €
: R 021 (virement de la section fonctionnement)	: 55 000 €

Décision Modificative n° 1/2018

VOTE : unanimité

5) étude des subventions 2018 pour les associations : Club informatique, Club Loisirs Détente Amitié

M. MOTHEs présente les 2 dossiers à l'ordre du jour :

ASSOCIATIONS	versements 2017	demandes 2018	vote	observations
INFORMATIQUE	1 500.00	1 500.00	1 500.00	Frais fonctionnement : administratifs, abonnements... Investissement : le club a renouvelé du matériel. De plus en plus de membres pujolois assistent aux cours. M. FLAGES intervient toujours à l'école de Pujols contrairement à celle de Bommes (décision de l'Académie).

DETENTE LOISIRS AMITIE	900.00	1 000.00	1 000.00	C'est la section « tennis » qui lui permet de couvrir des frais. Les charges les plus importantes sont : location de films et cotisation SACEM
------------------------	--------	----------	----------	---

DELIBERATION

Le conseil municipal,

Après délibéré DECIDE de verser le montant suivant aux associations :

ASSOCIATIONS	Attributions 2018
Club loisirs détente amitié	1 000.00
Comité informatique	1 500.00
TOTAUX	2 500.00

Cette aide sera imputée sur l'article 6574.

VOTE : unanimité

6) aliénation de parties de chemins ruraux à l'intersection du CR n°3 et du CR n°33 à Menaut

Mme LARRIEU avait demandé à la commune de lui vendre la partie de terrain devant sa maison. Cette partie est aménagée en jardinet depuis 35 ans mais appartient au domaine privé de la commune.

Vu la configuration des lieux, Mme LEGLISE, propriétaire de l'immeuble adjacent, a été contactée pour lui céder éventuellement un morceau de terrain.

Ces 2 personnes ont accepté de prendre à leur charge tous les frais engendrés par cette vente : publications de l'enquête, honoraires du commissaire enquêteur... La procédure a été engagée. Dans ce cadre, une enquête publique sera réalisée du 7 au 22 septembre 2018 inclus. Les administrés seront prévenus : site, bulletin municipal, panneau d'info lumineux, publication dans 2 journaux et affichage sur les chemins ruraux concernés.

DELIBERATION

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que les Consorts LARRIEU et Madame LEGLISE Anne-Marie, propriétaires à Menaut, demandent à la Commune de leur vendre des parties de chemins ruraux.

La propriété LARRIEU, acquise en 1982, est cadastrée C n°141 et 505. Cette propriété comprend un petit jardinet devant la maison d'habitation, emprunté côté « Est », depuis plus de trente ans sur le domaine communal.

Les Consorts LARRIEU ont demandé à la commune de Pujols sur Ciron d'aliéner à leur profit cette partie de l'intersection des chemins ruraux n°3 « de Menaut à Pinguet » et 33 « Ceinture de Menaut » située au droit de leur parcelle C n°141. Cette partie représente une contenance de 69 m².

La propriété de Mme LEGLISE Anne-Marie est cadastrée C n°398.

Mme LEGLISE Anne-Marie a également demandé à la commune de Pujols sur Ciron d'aliéner à son profit une partie de l'intersection des chemins ruraux n°3 et 33 situé au droit de sa parcelle C n°398. Cette partie représente une contenance de 44 m².

L'aliénation de ces parties de chemins ruraux n'affectera pas la liaison des chemins ruraux n°3 et n°33 avec la route départementale n°114.

Les élus proposent d'établir le prix des terrains à :

- 690 euros pour le consorts LARRIEU
- 440 euros pour Mme LEGLISE Anne-Marie.

Ces prix seront augmentés de tous les frais liés à cette vente (géomètre, enquêteur, publication, notaire...). La répartition de ces frais se fera par moitié (1/2 consorts LARRIEU, 1/2 Mme LEGLISE Anne-Marie).

Ces chemins ne sont pas inscrits sur le plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée.

Monsieur le Maire indique qu'il convient de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation de ces biens du domaine privé de la Commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- Accepte la vente de ces parties de chemins ruraux n°3 et n°33 selon les conditions ci-dessus exposées ;
- Décide de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation des parties des chemins ruraux, parties sises à l'intersection du chemin rural n°3 et du chemin rural n°33 avec la route départementale n°114 ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

VOTE : unanimité

7) questions diverses

- Constructions illégales

Le maire a constaté dans le lotissement de Diane qu'une construction annexe ne répondait pas aux exigences des documents d'urbanisme en vigueur. En effet, toute annexe doit présenter le même aspect que le bâtiment principal.

Après discussion, les élus décident, à l'unanimité, la démolition.

Le maire avisera les propriétaires contrevenants. Un article sur le respect de la réglementation de l'urbanisme sera noté dans le prochain bulletin municipal.

- DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) pour la « Création de toilettes Personnes à Mobilité Réduite au foyer rural »

Le maire informe les élus que la subvention de 2 854,25 € pour laquelle la commune avait présenté une demande est accordée.

- Arrêté d'interdiction de circulation

Suite à l'intervention de Mme MELIN lors du précédent conseil, le maire a pris un arrêté d'interdiction de circulation des poids lourds – sauf desserte locale – sur la VC n°9 de l'intersection avec la VC n°8 à l'intersection avec la VC n°2.

- Réglementation pour locations de salles communales

Le maire a porté à connaissance des conseillers une jurisprudence concernant la location de salle communale.

- Comité des fêtes

Le conseil municipal a répondu favorablement à la demande du président du comité des fêtes pour la prise en charge financière par la commune de l'apéritif du lundi 6 août.

- journée formation aux gestes de premiers secours

M. MOTHEs remonte la demande de Pujolais qui ont participé à une formation aux gestes de premiers secours, à savoir une participation financière de la part de la mairie (50 euros payés par chaque participant).

Mme MELIN et M. GUERRERO soulignent que cette formation est un acte pour servir la communauté. A ce titre, ils seraient favorables pour cette aide.

Le maire répond que la demande doit être antérieure à l'opération. La délibération ne peut être rétroactive pour être acceptée par le Trésorier.

- Dictionnaires pour adolescents

Mme DARMAILLACQ souligne que depuis plusieurs années, il est offert, lors d'une manifestation communale, un dictionnaire aux élèves qui rentrent en 6^{ème}. Que ce soit pour la présentation des vœux du conseil municipal ou pour la cérémonie du 8 mai, peu d'enfants sont présents. Les élus s'interrogent donc pour la continuation ou non de cette opération.

- Collecte des déchets verts

M. GUERRERO regrette que la CDC n'ait pas donné une suite favorable à la demande des élus pujolais et ait décidé de ne pas investiguer le sujet de la collecte des déchets verts.

- Réunion de quartier

M. PARKER précise que la réunion de quartier de Mareuil a été une réussite.

Les élus remercient les propriétaires du terrain sur lequel a eu lieu ce moment de convivialité.

- Rallye des 2 Rives

M. THUILLIEZ distribue à chaque élu un tract sur le Rallye des 2 Rives qui aura lieu le samedi 25 août. Il invite au nom de la Société des fêtes de Cadillac les Pujolais à venir admirer les véhicules de plus de 30 ans ou d'exception.

- Rencontre avec les nouveaux habitants

M. MOTHE va réaliser avec Mme ALVARO la liste des nouveaux foyers pujolais. Ces derniers recevront, début septembre, une invitation pour une rencontre qui aura lieu le samedi 6 octobre à 11h au foyer rural.

- Le maire fait part aux élus de la venue de Mme Sophie PIQUEMAL et M. Hervé GILLE, conseillers départementaux pour une rencontre avec le conseil municipal le lundi 3 septembre à 18h30.

Séance levée à 22h15.

COMPTE RENDU DE LA REUNION du 9 juillet 2018

L'an deux mille dix-huit et le neuf juillet à 20 Heures 30, le conseil municipal de Pujols sur Ciron, convoqué le 3 juillet 2018, s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. Dominique CLAVIER, maire.

Etaient présents :

Mme l'adjointe : Mme DARMAILLACQ

Mmes et M. les conseillers : Mmes GERVASONI, LAMOTHE, MELIN, PUCHAES, MM. MOTHEs, PARKER, THUAULT, THUILLIEZ

Avait donné pouvoir : M. GUERRERO à M. CLAVIER

Etaient excusés : Mme NADEAU, M. PAINEAU

Etait absent : MM. PALLU

ORDRE DU JOUR :

- compte rendu du conseil municipal du 18 juin 2018
- délibération pour le transfert au Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde du Service public de la Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI)
- délibération pour la vente de la parcelle B n°802 située à Tanesse Ouest
- questions diverses

Document déjà envoyé par mail :

- compte rendu du conseil municipal du 18 juin 2018

Est désignée secrétaire de séance : Mme DARMAILLACQ assistée de Mme LEY Florence.

Aucune remarque n'ayant été formulée sur le compte rendu du conseil municipal du 18 juin 2018, il est signé par tous les membres présents.

1) délibération pour Transfert au Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde du Service public de la Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI)

Par délibération du 10 novembre 2015, la commune a adhéré au Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) (50 € / an / délégué). Ce syndicat initialement constitué pour la gestion d'énergie électrique, a créé depuis d'autres services : instruction des autorisations d'urbanisme (Pujols en bénéficie), Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI).

Si la commune est intéressée par ce dernier service, un forfait de 39 € HT pour un Poteau Incendie sera appliqué.

Ce tarif lissé pour la durée du transfert (6 ans) sera minoré pour les communes ayant souhaité conventionner avec le SDIS33 en 2018, soit 35 €.

Le maire rappelle que 18 poteaux sont actuellement installés dans la commune. Un autre le sera, route de l'Arec, en 2018, et les lotisseurs équiperont leur aménagement d'un poteau.

DELIBERATION

Vu l'article L5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux syndicats à la carte,

Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) modifiés par arrêté préfectoral en date du 30 juillet 2015,

Vu l'arrêté n° INTE 1522200A du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la Défense Extérieure Contre l'incendie et abrogeant les dispositions antérieures contradictoires,

Vu le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'incendie de la Gironde arrêté et approuvé par le Préfet de la Gironde le 26 juin 2017,

Vu l'article L.2213-32 du CGCT, qui place sous l'autorité, du maire **La Défense Extérieure Contre l'Incendie, qui comprend la police administrative spéciale, et le Service Public de la DECI** distinct du service public de l'eau potable.

La DECI a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin.

Afin d'offrir une meilleure sécurité au profit des communes, le SDEEG peut assurer la pleine compétence du Service public de la Défense Extérieure Contre l'Incendie tant au niveau des travaux que des contrôles sur les Points d'Eau d'Incendie (PEI). L'organisation interne du Syndicat (Bureau d'Etudes, Techniciens ...) et ses multiples références garantissent un montage sérieux des dossiers ainsi qu'un suivi des opérations sur le terrain.

Quant à la commune, elle conserve la **police administrative spéciale**, la maîtrise des aspects budgétaires, la programmation des contrôles et le choix du matériel des PEI.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire de la commune de PUJOLS SUR CIRON justifiant l'intérêt de transférer au SDEEG les prérogatives dans le domaine de la défense extérieure contre l'incendie, selon le règlement fixant les modalités techniques, administratives et financières de transfert et d'exercice de la compétence définies dans le document ci-joint.

Ce document, adopté par délibération du Comité Syndical, est susceptible d'être modifié au regard des marchés de travaux passés par le SDEEG et des évolutions réglementaires ; toute modification est portée à la connaissance de la commune dès sa mise en application.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE du transfert du Service public de la Défense Extérieure Contre l'Incendie au SDEEG pendant une durée de 6 ans, **à partir du 1^{er} octobre 2018**, en vue d'exercer les prérogatives suivantes :

- La maîtrise d'ouvrage des investissements sur les PEI déclarés dans la DECI, comprenant notamment les créations de PEI, les renouvellements, rénovations, mises en conformité,
- La maîtrise d'œuvre des travaux réalisés sur les PEI et sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Départemental,
- L'organisation et le contrôle annuel des PEI déclarés dans la DECI,
- L'organisation et le contrôle débit-pression des PEI déclarés dans la DECI en tenant compte de la spécificité de cette année eu égard au fait que le SDIS propose la gratuité de cette mission pour 2018,
- La maintenance curative et corrective des PEI déclarés dans la DECI,
- L'aide à l'élaboration du schéma communal de la DECI,
- La gestion et cartographie du patrimoine des PEI déclarés dans la DECI.

VOTE : unanimité

2) délibération pour la vente de la parcelle B n°802 située à « Tanesse Ouest »

City Promotion, promoteur a demandé à la commune de lui vendre la parcelle B n°802 (310 m²) afin de réaliser l'accès à un lotissement (7 à 8 lots).

DELIBERATION

Vu la demande de City Promotion, promoteur,

Vu la situation et la configuration de l'immeuble cadastré B n°802, sis à « Tanesse Ouest » et d'une contenance de 3a 10ca,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DECIDE

la vente de cet immeuble à City Promotion de Bordeaux pour un montant de mille huit cents euros (1 800 €).

et

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes les démarches nécessaires pour cette vente.

VOTE : unanimité

3) questions diverses

- Enquête publique pour l'aliénation de parties des chemins ruraux n°3 et 33 à Menaut.
Le maire fait part aux élus que cette enquête aura lieu du 7 au 22 septembre 2018 inclus.
Deux permanences seront tenues par le commissaire-enquêteur : le 1^{er} et le dernier jour de l'enquête.

L'information est sur le bulletin municipal, sur le site et affichée en mairie. En temps voulu, elle sera sur le panneau lumineux et affichée au début et à la fin de chaque chemin rural.

- Mme DARMAILLACQ signale que sur la place du tilleul, près de l'église, il y a des excréments de chien.

- M. PARKER regrette que des Pujolais commettent des actes d'incivilité : feux, tonte de pelouse à heure indue... et ce malgré plusieurs rappels dans les bulletins municipaux.

- M. MOTHE informe les élus que les associations pujolaises organisent une retransmission sur grand écran, au foyer rural, du match de football France – Belgique. Tous les supporters y sont invités.

La secrétaire est chargée de passer cette information sur le panneau lumineux, sur le site et par mail aux administrés.

Séance levée à 21h35.

COMPTE RENDU DE LA REUNION du 3 septembre 2018

L'an deux mille dix-huit et le trois septembre à 20 Heures 30, le conseil municipal de Pujols sur Ciron, convoqué le 28 août 2018, s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. Dominique CLAVIER, maire.

Etaient présents :

Mme et M. les adjoints : Mme DARMAILLACQ, M. GUERRERO

Mmes et M. les conseillers : Mmes GERVASONI, LAMOTHE, MELIN, NADEAU, MM. MOTHES, PAINEAU, PARKER

Avait donné pouvoir : Mme PUCHAES à Mme DARMAILLACQ

Etaient excusés : MM. THUAULT, THUILLIEZ

Etait absent : M. PALLU

ORDRE DU JOUR :

- compte rendu du conseil municipal du 9 juillet 2018
- délibération pour des ouvertures de crédits (élagage à l'espace P. Coillot, porte PVC foyer rural, jeux au sol au city-stade, points lumineux au Pingua et route de Lassalle)
- rapport année 2017 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets
- rapport année 2017 sur le service public d'assainissement non collectif
- projet des voies d'intérêt communautaire sur la commune
- courrier de la CDC concernant la gestion des déchets verts
- courrier de l'ARS relatif au dispositif PhytoSignal
- incivilités
- gestion de l'espace Pierre Coillot
- point sur le PLUI
- questions diverses

Document déjà envoyé par mail :

- *compte rendu du conseil municipal du 9 juillet 2018*

Documents ci-joints :

- *courrier de la CDC concernant la gestion des déchets verts*
- *courrier de l'ARS relatif au dispositif PhytoSignal*

Est désignée secrétaire de séance : Mme DARMAILLACQ assistée de Mme LEY Florence.

Aucune remarque n'ayant été formulée sur le compte rendu du conseil municipal du 9 juillet 2018, il est signé par tous les membres présents.

1) délibération ouverture de crédits pour la porte PVC du bas du foyer rural et pour l'élagage à l'espace P. Coillot

Le maire présente les travaux devant être exécutés (porte au foyer rural -PVC, double vitrage, serrure 3 points...-, deux nouveaux points lumineux -Pingua et route de Lassalle-, des jeux au sol au city-stade et élagage à l'espace P. Coillot) et la nécessité d'ouvrir des crédits pour ces réalisations.

DELIBERATION

Vu la nécessité de changer l'ancienne porte du bas du foyer rural par une porte PVC (double vitrage, serrure 3 points...), d'installer deux nouveaux points lumineux (Pingua et route de Lassalle), de créer des jeux au sol au city-stade et de réaliser des travaux d'élagage à l'espace P. Coillot,

le Conseil Municipal,

ACCEPTE l'ouverture de crédits : DM n° 2/2018

: 2135 - 61 (foyer rural)	: +	1 691 €
: 204172 - 76 (éclairage public)	: +	1 502 €
: 2128 - 82 (aire multi-activités et de jeux)	: +	690 €
: 2128 - 116 (espace Pierre Coillot aménagement)	: +	8 664 €
: 61522 (entretiens et réparations de bâtiments)	: -	12 547 €
: D 023 (virement à la section d'investissement)	:	12 547 €
: R 021 (virement de la section fonctionnement)	:	12 547 €

VOTE : unanimité

2) rapport année 2017 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de la CDC Convergence Garonne, transmis aux élus le 7 août 2018, doit être présenté en conseil municipal. Les élus n'émettent aucune observation sur ce rapport.

Ce document sera affiché en mairie et mis sur le site de Pujols.

3) rapport année 2017 sur le service public d'assainissement non collectif

Les rapports sur le service public d'assainissement non collectif de la CDC Convergence Garonne, transmis aux élus le 7 août 2018 doit être présenté en conseil municipal. Les élus n'émettent aucune observation sur ce rapport.

Ce document sera affiché en mairie et mis sur le site de Pujols.

4) projet des voies d'intérêt communautaire sur la commune

La CDC a la compétence « voirie » depuis sa création.

Elle doit aligner les compétences post-fusion. La CDC ne prendrait en compte que les voies d'intérêt communautaire. Pour Pujols, la définition de l'intérêt communautaire ne concerne seulement 600 mètres (de Mareuil à l'autoroute côté Saint-Robert) qui resteraient en charge de la CDC (actuellement l'ensemble de notre voirie, à l'exception de 200 mètres est transféré).

Les élus doivent présenter leur avis.

Vu le peu de mètres, les conseillers municipaux, à l'unanimité, demandent que la commune reprenne cette voirie.

Une dotation annuelle de compensation sera versée par la CDC à la commune (environ 1 800 € / km « repris »).

5) courrier de la CDC concernant la gestion des déchets verts

Les élus pujolais avaient sensibilisé la vice-présidente en charge des déchets ménagers, à la difficulté pour un bon nombre d'administrés de se débarrasser des déchets verts.

L'interdiction de brûler les déchets verts et l'obligation de fait de les transporter en déchèterie génèrent des coûts (achat de remorque, km voiture) et des nuisances (carbone, trafic de véhicules vers la déchèterie, attentes en déchèterie...) difficilement supportables, sans apporter de solution aux personnes ne disposant ni véhicule ni remorque ou les personnes à mobilité réduite.

La mise à disposition gratuite par l'Association des Amis de l'Arec d'un broyeur à végétaux, au domicile du demandeur si besoin, satisfait une partie des habitants de notre commune. L'association envisage d'ailleurs l'achat d'un broyeur de capacité supérieure.

M. GUERRERO rappelle que plusieurs systèmes de ramassage des déchets verts ont été étudiés en commission :

- ramassage porte-à-porte à la demande ou à jours fixes
- mise à disposition d'aire(s) de stockage dans les communes
- broyage sur place à l'aide d'un broyeur à végétaux intercommunautaire mis à disposition des particuliers à domicile
- broyage sur place à l'aide d'un broyeur à végétaux intercommunautaire mis à disposition des particuliers en un lieu déterminé dans les communes
- ramassage chez les particuliers en alternance avec le ramassage des encombrants.

Les services techniques ont travaillé sur la faisabilité et le coût de ces solutions. Aucune n'est pleinement satisfaisante soit pour des problèmes de coûts (broyage) soit pour la mise en place (sacs pour les déchets de tonte, mais quid des déchets d'élagage ? des branches d'arbres ?..) ou pour retour au point de départ (cas du stockage sur une aire réservée) car il faut alors transporter d'une manière ou d'une autre les déchets.

Après plusieurs réunions de commission, le président de la CDC convie les élus à une réunion d'échanges sur ce thème.

Le maire demande au groupe pujolais qui avait travaillé ce point, de finaliser leurs propositions afin de présenter un dossier répondant au mieux aux besoins sans pour autant être une charge excessive pour la CDC.

6) courrier de l'ARS relatif au dispositif PhytoSignal

Le courrier de l'ARS transmis aux élus concerne un dispositif PhytoSignal dont la finalité est la protection des végétaux et de la population.

7) gestion de l'espace Pierre Coillot

Le maire signale que les incivilités se multipliant sur l'espace Pierre Coillot, il est de plus en plus difficile de gérer ce site.

Des véhicules se garent sous les chênes malgré la signalisation l'interdisant.

Il propose de supprimer l'ouverture estivale (du 1^{er} mars au 31 octobre) de l'espace P. Coillot aux véhicules à moteur.

Les élus sont unanimes pour cette suppression.

Cependant, ce site restera accessible toute l'année aux piétons.

Le maire va se renseigner auprès du Centre Routier Départemental pour la pose de bornes proches de l'accès de cet espace.

8) point PLUI

Le maire a assisté à un séminaire sur le lancement de l'étude du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Ce PLUI, projet pour 10-15 ans, et compatible avec le SCoT Sud Gironde, dessinera les grandes orientations pour demain (urbanisation future, équipements publics, infrastructures...).

Le cabinet choisi a plusieurs pôles dont un « environnement », un « naturaliste » et un « urbanisme et architecture ». Il passera dans toutes les communes afin de réaliser un inventaire : bâtiments présentant des particularités, éléments bâtis (puits, lavoirs...), éléments paysagers (arbres remarquables, haies...), éléments historiques...

9) questions diverses

- Le maire fait part aux élus que l'AMAP, faute de bénévoles, cessera le 13 décembre 2018.

- M. MOTHEs rappelle que la réunion avec les nouveaux pujolais se fera le samedi 6 octobre. Les représentants des associations pujolaises y sont conviés.
- Le maire informe les élus que la rentrée scolaire s'est très bien passée. L'effectif est sensiblement le même que l'an passé.
- Le maire rappelle aux conseillers municipaux que l'enquête publique sur l'aliénation de parties de chemins ruraux n°3 et 33 aura lieu du 7 au 22 septembre 2018.

Séance levée à 21h50.

COMPTE RENDU DE LA REUNION du 16 octobre 2018

L'an deux mille dix-huit et le seize octobre à 20 Heures 30, le conseil municipal de Pujols sur Ciron, convoqué le 5 octobre 2018, s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. Dominique CLAVIER, maire.

Etaient présents :

Monsieur l'adjoint : M. GUERRERO

Mmes et M. les conseillers : Mmes GERVASONI, LAMOTHE, MELIN, PUCHAES, MM. MOTHEs, THUAULT

Avait donné pouvoir : Mme DARMAILLACQ à M. CLAVIER

Etaient excusés : MM. PAINEAU, PARKER, THUILLIEZ

Etaient absents : Mme NADEAU, M. PALLU

ORDRE DU JOUR :

- compte rendu du conseil municipal du 3 septembre 2018
- délibération pour l'aliénation des parties de chemins ruraux (fin de la procédure)
- délibération pour l'opposition au transfert des compétences eau et assainissement collectif à la communauté de communes
- délibération pour l'approbation des modifications statutaires de la communauté de communes
- Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
- questions diverses

Document déjà envoyé par mail :

- *compte rendu du conseil municipal du 3 septembre 2018*

Document ci-joint :

- *statuts de la CDC Convergence Garonne*

Est désigné secrétaire de séance : M. GUERRERO assisté de Mme LEY Florence.

Aucune remarque n'ayant été formulée sur le compte rendu du conseil municipal du 3 septembre 2018, il est signé par tous les membres présents.

1) délibération pour l'aliénation des parties de chemins ruraux

Le maire rappelle qu'il s'agit de parties de chemins ruraux à Menaut.

L'enquête publique est terminée. Aucune observation n'a été notée sur le registre d'enquête.

Le maire présente le rapport du Commissaire-enquêteur qui a émis un avis favorable à l'aliénation de ces parties.

Les frais inhérents à cette opération seront remboursés par les futurs acquéreurs qui régleront par ailleurs le prix de vente fixé par la présente délibération.

DELIBERATION

Vu la délibération du 18 juin 2018

Vu l'arrêté municipal du 20 juin 2018

Vu l'enquête publique du 7 au 22 septembre 2018 inclus

Vu l'absence d'observation d'administrés

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 29 septembre 2018

Le conseil municipal,

- DECIDE l'aliénation des parties des chemins ruraux, parties sises à l'intersection du chemin rural n°3 « de Menaut à Pinguet » et du chemin rural n°33 « Ceinture de Menaut » avec la route départementale n°114, au profit des conjoints LARRIEU pour la partie (69 m²) jouxtant le chemin rural n°3 et au profit de Mme LEGLISE Anne-Marie pour la partie (44 m²) jouxtant le chemin rural n°33

- DONNE tout pouvoir à Monsieur le maire pour signer tous les documents, actes afférents à cette opération
- FIXE le prix de vente à 690 euros pour les conjoints LARRIEU
à 440 euros pour Mme LEGLISE Anne-Marie

VOTE : unanimité

2) délibération pour l'opposition au transfert des compétences eau et assainissement collectif à la communauté de communes

La loi NOTRe 2015 (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) stipulait que les syndicats eau et assainissement devaient au 1^{er} janvier 2020 disparaître, les communautés de communes prenant cette compétence.

Le législateur a reporté cette échéance au 1^{er} janvier 2026. Cependant pour bénéficier de cette prolongation, il est nécessaire de délibérer avant le 1^{er} juillet 2019.

M. GUERRERO informe les élus que lors du prochain conseil, il présentera le rapport sur le prix et la qualité du service assainissement collectif 2017.

DELIBERATION

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2017 portant statuts de la Communauté de communes Convergence Garonne ;

CONSIDERANT que la loi NOTRe imposait un transfert obligatoire de la compétence « eau » et de la compétence « assainissement » des communes aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à partir du 1^{er} janvier 2020 ;

CONSIDERANT que la loi du 3 août 2018 prévoit que lorsque l'EPCI à fiscalité propre n'est pas compétent en matière d'eau ou à l'assainissement, ou lorsque l'EPCI n'exerce que la compétence relative à l'assainissement non collectif, il est possible pour les communes membres de s'opposer à ce transfert au 1^{er} janvier 2020 ;

CONSIDERANT que la majorité nécessaire à atteindre pour reporter le transfert obligatoire est fixée à 25 % des communes représentant au moins 20% de la population de l'EPCI ;

CONSIDERANT que ce vote permettra de reporter le transfert obligatoire au 1^{er} janvier 2026 ;

CONSIDERANT que la loi précitée prévoit que les communes membres doivent se prononcer avant le 1^{er} juillet 2019 ;

Ayant entendu les explications de Monsieur le Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

S'OPPOSE au transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » au 1^{er} janvier 2020 ;

AUTORISE Monsieur le Maire à notifier cette décision à Monsieur le Préfet de la Gironde et à Monsieur le Président de la Communauté de communes Convergence Garonne.

VOTE : unanimité

3) délibération pour l'approbation des modifications statutaires de la communauté de communes

Les conseillers avaient reçu les statuts par mail.

Le maire précise que les communes composant la communauté de communes Convergence Garonne dépendaient de trois communautés de communes qui avaient chacune des statuts propres. Il convenait donc de procéder à leur harmonisation et à leur actualisation nécessaire compte tenu des évolutions législatives (compétence GEMAPI en particulier).

A date, le champ d'application est extrêmement étendu et les élus craignent que la CDC ne puisse pas assumer financièrement la totalité des missions imparties. Des priorités devraient être choisies mais à ce jour, rien n'est décidé.

DELIBERATION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article l'article L. 5211-17 relatif aux transferts de compétences ;

VU la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2017, portant modification des compétences et du nom de la Communauté de communes Convergence Garonne ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de la loi NOTRe, la Communauté de communes a modifié ses compétences optionnelles ;

CONSIDERANT que la loi NOTRe prévoit que les Communautés de communes ont deux ans à compter de la fusion pour harmoniser l'intérêt communautaire des compétences optionnelles ainsi que la définition des compétences facultatives.

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réécrire les statuts afin de d'harmoniser les compétences à intérêt communautaire ainsi que les compétences facultatives ;

CONSIDERANT que la Communauté de communes a notifié à la Commune sa délibération afin qu'elle se prononce dans un délai 3 mois à compter de la notification ;

Ayant entendu les explications de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N'APPROUVE PAS la modification des statuts de la Communauté de communes et les nouveaux statuts annexés à la présente délibération ;

AUTORISE Monsieur le Maire à notifier la présente délibération à la Communauté de communes et à accomplir les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

VOTE : unanimité

4) PLUI

Le maire fait part aux élus qu'un registre est mis à disposition au secrétariat de mairie pour le recueil des avis de la population. Ces avis seront transmis à la CDC. Les administrés peuvent se rendre également à la CDC à **Podensac** pour déposer une requête.

Le maire informe les élus qu'il présentera la commune au cabinet réalisant le PLUI le 31 octobre à 8h15. Il les invite à cette réunion.

5) délibération pour le versement d'une subvention au TELETHON 2018

Depuis de nombreuses années, Pujols verse une subvention au Téléthon. Et depuis 2013, cette subvention est de 200 euros.

DELIBERATION

Pour permettre aux associations pujolaises de s'investir dans la manifestation du Téléthon, le conseil municipal décide de verser une subvention de deux cents euros (200 €) au Club Informatique de Pujols sur Ciron. Ces 200 euros serviront donc intégralement au Téléthon. Cette aide sera imputée sur l'article 6574.

VOTE : unanimité

6) questions diverses

- Le maire informe les élus qu'il a signé un devis pour la rénovation du monument aux morts d'un montant de 2 900 euros.

Ces travaux seront réalisés avant le 11 novembre.

- Suite à la remarque écrite de Mme NADEAU, le maire précise qu'afin de rendre l'espace P. Coillot plus facilement accessible à tous les piétons (en particulier, handicapés et personnes avec poussette), le passage piétonnier sera agrandi et une rampe sera réalisée.

- Mme PUCHAES remet au maire un courrier de 2 administrés pour souligner le manque de propreté de la place du tilleul.

Egalement, 2 véhicules y sont immobilisés depuis plusieurs mois bloquant 2 places de stationnement. Le maire et M. MOTHEs rencontreront le propriétaire afin de trouver une solution à ce problème.

Le maire rappelle cependant que les communes ne sont pas tenues de mettre à disposition des places de stationnement pour chaque logement privé. De plus, il est constaté que certains habitants disposant d'espace approprié ne les utilisent pas.

Séance levée à 21h50.

COMPTE RENDU DE LA REUNION du 11 décembre 2018

L'an deux mille dix-huit et le onze décembre à 20 Heures 30, le conseil municipal de Pujols sur Ciron, convoqué le 4 décembre 2018, s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. Dominique CLAVIER, maire.

Etaient présents :

Mme et M. les adjoints : Mme DARMAILLACQ, M. GUERRERO

Mmes et M. les conseillers : Mmes GERVASONI, MELIN, NADEAU, PUCHAES, MM. MOTHEs, PARKER, THUAULT, THUILLIEZ

Avait donné pouvoir : Mme LAMOTHE à Mme DARMAILLACQ

Etaient absents : MM. PAINEAU, PALLU

ORDRE DU JOUR :

- compte rendu du conseil municipal du 16 octobre 2018
- présentation du rapport sur le prix et la qualité de l'assainissement collectif
- délibération pour autoriser le maire à signer l'avenant de rattachement des actions du contrat enfance jeunesse de la Communauté de communes des coteaux de Garonne sur le contrat enfance et jeunesse de la Communes de communes de Podensac
- délibération pour le Téléthon 2018
- délibération pour le virement de crédits pour les charges de personnel
- projet de convention avec l'AMAP
- étude de la demande de participation financière à l'école Calandreta de Siron de Barsac
- questions diverses

Documents déjà envoyés par mail :

- compte rendu du conseil municipal du 16 octobre 2018
- rapport sur le prix et la qualité de l'assainissement collectif

Documents ci-joints :

- statuts de l'AMAP
- projet de convention avec l'AMAP

Déclaration du Maire en préambule de la séance :

« Dans son allocution télévisée, le Président de la République a sollicité les maires pour qu'ils remontent les doléances et propositions de leurs administrés suite au mouvement social récent. Le maire confirme qu'il se tient à disposition des Pujolaises et Pujolais. »

Est désignée secrétaire de séance : Mme DARMAILLACQ assistée de Mme LEY Florence.

Aucune remarque n'ayant été formulée sur le compte rendu du conseil municipal du 16 octobre 2018, il est signé par tous les membres présents et représentés.

1) présentation du rapport sur le prix et la qualité de l'assainissement collectif

M. GUERRERO, Président du Syndicat des eaux de Budos présente le rapport sur le prix et la qualité de l'assainissement collectif, rapport dont les élus avaient été destinataires.

- Fin 2017 (800 habitants), sur les 391 abonnés au réseau eau, 129 étaient branchés à l'assainissement collectif (AC). Fin 2019, l'objectif sera atteint : 1 Pujolais sur 2 sera connecté à l'AC.

- La collecte des effluents (réseaux, postes de relevage et de refoulement), les équipements des 2 stations de traitement des eaux usées et la performance des ouvrages d'épuration sont conformes aux normes en la matière.

- Pour la tarification, la part de la collectivité est inchangée depuis 2015.

- Sur le bulletin municipal, il est rappelé que les abonnés des réseaux Le Bourg-Mareuil avaient jusqu'au 15 avril 2015 pour se brancher et ceux des réseaux Tannesse-les Tausins jusqu'au 15 avril 2017. Faute de quoi, ils seront facturés doublement pour la part « collectivité » de l'AC.

Les retardataires sont invités à faire part dans les meilleurs délais à la mairie de leur intention de brancher leur installation au réseau de collecte.

- Une prochaine tranche d'AC, « route des platanes » (de la place des platanes à la dernière maison de cette voie) devrait être exécutée lors des vacances d'été 2019.

Ce rapport est à disposition des administrés en mairie et sur le site de la commune.

2) délibération pour autorisation de signature de l'avenant de rattachement des actions du contrat enfance jeunesse de la Communauté de communes des coteaux de Garonne sur le contrat enfance et jeunesse de la Communauté de communes de Podensac

Mme DARMAILLACQ explique qu'au 1^{er} janvier 2017, le périmètre de la CDC de Podensac a été étendu à l'ensemble des communes de la CDC des Coteaux de Garonne et à une partie de celles de la CDC du Vallon de l'Artolie. Dès lors, il convient d'homogénéiser les statuts de l'action enfance jeunesse sur tout le territoire de la CDC Convergence Garonne.

A cet effet, une délibération est à prendre.

DELIBERATION

VU la délibération du 7 décembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer le Contrat Enfance et Jeunesse de la Communauté de communes de Podensac pour la période 2015-2018 ;

VU l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2016 relatif à la fusion de la Communauté de communes de Podensac et de la Communauté de communes des Coteaux de Garonne et à l'extension aux communes de Lestiac-sur-Garonne, Paillet, Rions ;

VU les statuts de la Communauté de communes ;

CONSIDERANT que le Contrat Enfance et Jeunesse de la Communauté de communes des Coteaux de Garonne est arrivé à son terme le 31 décembre 2017 ;

CONSIDERANT que le Contrat Enfance et Jeunesse de la Communauté de communes du Vallon de l'Artolie est arrivé à son terme le 31 décembre 2017 ;

CONSIDERANT que le Contrat Enfance et Jeunesse de la Communauté de communes de Podensac est en cours et prendra fin le 31 décembre 2018 ;

CONSIDERANT que ce contrat avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde et la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde permet à la Communauté de communes de percevoir des prestations pour contribuer au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus

CONSIDERANT qu'il y a lieu de rattacher au Contrat Enfance et Jeunesse de la Communauté de communes de Podensac, renommé en Contrat Enfance et Jeunesse de la Communauté de communes Convergence Garonne, les actions suivantes :

- ALSH 3-12 ans (Béguey, Cadillac, Loupiac) ;
- APS Coteaux de Garonne ;
- ALSH Paillet Foyers Ruraux ;
- ALSH Rions ;
- RAM de Cadillac ;
- ALSH jeunes (PLAJ) ;
- Multi-accueil Ocabelou de Cadillac ;
- Poste de coordination

Ayant entendu les explications de Monsieur le Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant de rattachement des communes de l'ancienne Communauté de communes des Coteaux de Garonne et de la Communauté de communes du Vallon de l'Artolie au Contrat Enfance et Jeunesse de la Communauté de communes de Podensac renommé en Contrat Enfance et Jeunesse de la Communauté de communes Convergence Garonne ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier ;

AUTORISE Monsieur le Maire à notifier la présente délibération au Président de la Communauté de communes Convergence Garonne ainsi qu'à la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde et à la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde.

VOTE : unanimité

3) délibération pour le versement d'une subvention au TELETHON 2018

Pour le Téléthon 2018, plusieurs associations pujolaises ont organisé une marche non-stop de 12 heures ouverte à tous.

Cette année, le maire avait proposé un challenge : pour chaque km parcouru, la commune verserait 0,50 €.

87 marcheurs ont parcouru une distance totale de 820 km ouvrant droit à 410 euros de subvention.

Le 16 octobre, le conseil municipal avait voté une subvention de 200 euros.

Les élus, à l'unanimité, décident de la porter à 410 euros.

DELIBERATION ANNULE et REMPLACE CELLE DU 16 OCTOBRE 2018

Pour participer financièrement au Téléthon, les élus ont décidé de verser 0,50 € / km parcouru.

87 marcheurs ont parcouru une distance totale de 820 km.

Le conseil municipal accepte de verser une subvention de quatre cent dix euros (410 €) au Club Informatique de Pujols sur Ciron. Ces 410 euros serviront donc intégralement au Téléthon.

Cette aide sera imputée sur l'article 6574.

VOTE : unanimité

4) délibération pour le virement de crédits pour le chapitre « charges de personnel »

Pour clôturer l'année, il faut abonder le chapitre « charges de personnel » de 6 000 €.

Plusieurs points n'avaient pu être budgétisés dont :

- 3 335,40 : assurance statutaire du personnel (avenant au contrat pour 2017)

- 1 174,00 : régularisation retraite Mme LEY

- 206,00 : régularisation retraite M. PELLIZOTTI.

DELIBERATION

Vu la nécessité d'alimenter le chapitre « charges de personnel » pour clôturer l'année 2018, le Conseil Municipal,

ACCEPTE le virement de crédits :

: 6413 (personnel non titulaire) : + 6 000 €

: 615221 (bâtiments publics) : - 6 000 €

DM n° 3/2018

VOTE : unanimité

5) virement au Syndicat Intercommunal de Regroupement Pédagogique pour le paiement de la facture de l'« école numérique »

Le maire rappelle la délibération du 22 janvier 2018 concernant la prise en charge par la commune de l'« école numérique » à Pujols. L'« école numérique » est une valisette comprenant (1 poste de pilotage, 16 tablettes, Wifi) qui servira à toutes les classes de l'école de Pujols.

Le SIRP paye la facture qui s'élève à 9 775,50 € TTC, ce qui lui permettra de percevoir la DETR (aide de l'Etat) d'un montant de 3 111 euros.

A cette aide, il faut ajouter 4 000 euros du Ministère de l'éducation nationale et le remboursement par l'Etat de la TVA.

Le montant restant à charge pour la commune s'élève à 1 061,50 €.

Les élus acceptent à l'unanimité, la proposition du maire d'avancer cette somme au SIRP.

6) convention de la commune avec l'AMAP

Le maire fait un historique de l'AMAP.

Après plus de 10 ans, M. LAURET et M. et Mme BOTCAZOU ont décidé de passer le témoin.

Quelques personnes ont décidé de la reprendre, et pour ce faire de créer une association. Les statuts ont été déposés, une assurance contractée, et un règlement intérieur formalisé.

Le maire lit le projet de la convention qu'il a préparée. Ce document précise les rapports entre la commune et l'association.

Après discussion, les élus acceptent à la majorité (abstention de Mmes MELIN et NADEAU), les termes de ce document.

Le maire fera parvenir la convention à Mme FAZELI, présidente de l'AMAP du Ciron afin qu'elle en prenne connaissance.

7) Demande de participation de l'école en langue occitane « Calandreta de Siron »

La Calandreta de Siron de Barsac est une école associative en langue occitane. L'école ne bénéficie pas d'aides particulières pour les 19 enfants venant de communes extérieures à Barsac dont 3 élèves pujolais.

Sa présidente demande une participation financière à Pujols.

Les élus soulignent qu'à Pujols, existe une école de la République pouvant recevoir tous les élèves de la commune et que des cours d'occitan y sont dispensés.

Après discussion, la majorité des conseillers (abstention de Mme MELIN) décide de ne pas donner une suite favorable à cette requête d'autant plus qu'une acceptation pourrait créer une jurisprudence. Le maire adressera un courrier informant la position du conseil municipal à la présidente de la Calandreta et aux parents d'élèves concernés.

8) questions diverses

- indemnité de fonction de M. MAXIMILIEN, trésorier

Le maire donne le montant de l'indemnité de notre Trésorier, soit 415,93 euros brut, 376,31 euros net. Cette indemnité n'est pas obligatoire mais permet de solliciter le Trésorier pour toute question fiscale ou tout conseil.

- frelons asiatiques

Il est constaté une recrudescence de nids de frelons asiatiques.

Jusqu'à l'an dernier, M. CHAUDIERES et un ami apiculteur se chargeaient de les détruire. Cela ne coûtait qu'aux administrés 1 ou 2 bombes insecticides.

Le maire propose plusieurs solutions. Mme MELIN, présidente de l'association de chasse accepte de participer à la destruction de ces nids. Elle contactera plusieurs chasseurs pour tirer dans ces nids. Le maire l'en remercie pour son aide future et précise que la mairie paiera les cartouches. M. CHAUDIERES se chargera de la sécurité. Avant toute opération, le voisinage sera prévenu.

- affaire famille LEMAN

Le maire précise que l'affaire (litige urbanisme) a été examinée lors de l'audience du 4 décembre de la Cour de cassation à Paris. Le jugement a été mis en délibéré au 15 janvier prochain.

Séance levée à 21h55.